

me présentai à la demeure d'un père de famille, un ouvrier, qui, je crois, travaillait aux usines du Pacifique-Canadien. Lorsqu'il est arrivé à la maison, ses enfants sont allés au-devant de lui tout comme le faisaient les miens; j'ai été frappé à la pensée qu'il devait ressentir les mêmes émotions que moi et qu'il avait donc droit à la même considération que moi-même. Je n'ai jamais oublié la leçon que m'a valu cette expérience. Bien que l'attitude de certaines gens puisse me paraître répréhensible, je ne saurais leur reprocher de faire partie d'un syndicat, ni d'appuyer ses revendications. Mais, pour revenir à une pensée que j'ai exprimée tantôt, il me semble inconcevable que des Canadiens,—et, d'ailleurs, des Américains, des Anglais ou des Français,—puissent préconiser l'idéologie communiste. Et pourtant, ainsi que l'a révélé l'enquête tenue à Ottawa, nous avons de ces gens au Canada.

Il fut un temps où les affaires internationales, où les questions surgissent entre notre gouvernement et les représentants des pays comme la Chine ou le Japon, pouvaient s'étudier de façon objective. Aujourd'hui, affaires internationales et défense sont synonymes: on ne peut plus distinguer les unes des autres. Le Canada est un petit pays, dont la population est éparse, mais dont les ressources naturelles sont vastes. Point n'est besoin de parler longuement de notre population; le Canada a 14 millions d'habitants, tandis que les États-Unis en ont 150 millions, la Grande-Bretagne environ 45 millions, je crois, et la Russie, 180 millions. Si tous les Canadiens se trouvaient dans l'Ontario et le Québec, la densité de la population serait fort impressionnante; mais ils sont disséminés sur un territoire qui a 4,000 milles de largeur. Peu importe que nous préférions livrer nos batailles en Europe (et j'espère que nous n'aurons jamais à en livrer au Canada), il n'en reste pas moins que si nous devons assurer la défense de notre pays, il nous faudra maintenir un certain nombre d'hommes chez nous. Dans nos relations internationales, c'est donc un aspect fondamental qu'il ne faut pas perdre de vue.

En deuxième lieu, nos gens considèrent toujours ces questions en se plaçant du point de vue européen, les yeux tournés vers leurs mères-patries, la Grande-Bretagne et la France; mais, en même temps, ils se sentent aussi Américains que le sont les habitants des États-Unis eux-mêmes. Pour une bonne part, notre sentiment se porte vers la Grande-Bretagne et la France, mais, d'autre part, notre instinct commercial est entièrement américain. Une telle affirmation s'applique assurément aussi bien aux provinces d'Ontario et de Québec, ainsi qu'aux provinces Maritimes et aux provinces de l'Ouest. Quoi

qu'il en soit, dans la lutte actuelle, nous saurons, comme Canadiens, placer les besoins de l'Europe au premier plan. Je ne reprocherais pas autant au gouvernement actuel son attitude ni la portée des efforts qu'il a déployés en Corée, si son action avait été orientée en faveur de l'Europe. Mais, j'y reviens, nous sommes aussi Américains que les Américains eux-mêmes et, lorsque nous reprochons tel ou tel geste aux Américains, n'oublions pas que c'est à nous-mêmes que nous adressons ces reproches, puisque nous réagissons sensiblement comme eux.

En troisième lieu, je prétends que l'avenir du monde dépend surtout de l'action des États-Unis et des succès qu'ils remporteront. Tout en faisant observer leurs erreurs et leur manque de perspective, n'oublions pas, toutefois, que, comme nous, les États-Unis préconisent la liberté et l'importance suprême de la personne humaine.

Voilà trois des propositions que j'ai formulées à l'égard des affaires internationales. Je constate qu'à l'autre endroit on a proposé un amendement pour blâmer le Gouvernement de s'être prononcé en faveur de la résolution présentée aux Nations Unies en vue de déclarer la Chine agresseur. Dans ce domaine, pour ma part,—et j'ose croire qu'à ce sujet j'exprime l'opinion du parti conservateur tout entier, non seulement en cette enceinte mais ailleurs également,—nous appuyons sans réserve le Gouvernement.

**Des voix:** Très bien!

**L'honorable M. Haig:** Si nous dénonçons l'agression quand c'est un petit État qui s'y livre, et que nous n'en tenions pas compte quand l'une des grandes nations s'en rend coupable, il y a quelque chose qui cloche dans notre mentalité.

Ma quatrième proposition porte que la lutte livrée au communisme de par le monde se décidera en Europe; sauver le monde du genre d'esclavage que pratique la Russie constitue une tâche suprême qui exige notre entière collaboration avec la population des États-Unis.

Sans que les convenances m'y autorisent en un pareil débat, je me permettrai d'exprimer une idée personnelle, car il s'agit d'un sujet qui me tient à cœur. Notre pays, parvenu à la croisée des chemins, doit affronter un grand mal. Sans vouloir alarmer personne, j'ose croire que tous les Canadiens se rendront compte que pour sauver la liberté du monde et les avantages que la vie dans un pays libre comporte pour le particulier, nous devons tout mettre en œuvre. Je m'empresse d'appuyer l'Europe peut-être parce que, entre autres choses, trois de mes aïeux sont origi-